

CONSEIL DE GESTION DU FONDS VERT

**ÉTUDE DES CRÉDITS
2019-2020**

Avril 2019

CONSEIL DE GESTION DU FONDS VERT

**ÉTUDE DES CRÉDITS
2019-2020**

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Avril 2019

TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX 2019-2020

A	Question
Abonnements	27
Accès à l'information	32
B	
Baux du Ministère ou de l'organisme	17
Billets de saison, loges, club privé	28
C	
Cabinet – Adjoint parlementaire	33
Cabinet – Budget discrétionnaire	20
Cabinet – Contrats octroyés	10
Cabinet – Coûts d'aménagement des locaux	18
Cabinet – Effectifs	19
Cabinet – Voyages en avion ou hélicoptère	2
Comités du Conseil exécutif, du ministère ou des organismes	45
Conférences de presse	4
Consultants externes – nombre	11
Contrats – Appels d'offres publics	9
Contrats – Article 17 de la LCOP – Autorisation du sous-ministre	8
Contrats	7
Contrats de services juridiques	56
Cotisations et associations professionnelles	62
Coût de reconduction des programmes existants	47
Crédits périmés et gels de crédits	36
D	
Dépenses diverses	13
Développement durable – Stratégie gouvernementale	60
E	
Ententes de confidentialité – Projets de loi, politiques, stratégies	46
Entités administratives créées, fusionnées, scindées et/ou abolies	34
F	
Formation en communication – Ministère	5
Formation en communication – Personnel politique	6
Fonds vert – Aides financières accordées	53
Fonds du Plan Nord – Aides financières accordées	55
G	
Gouvernement fédéral – Sommes reçues	39
Gouvernement fédéral – Liste des ententes	35
I	
Informatique – Projets de développement	12
Informatique - Dépenses	57
M	
Masse salariale et indemnités de retraite	58
N	
Nominations de mandataires, négociateurs, médiateurs, etc.	30
Nouvelles initiatives ou majoration à un programme existant	48
P	
Plan d'action sur les changements climatiques	64
Plan de réduction des dépenses	38
Plan Nord – Budget	50
Plan Nord – ETC	49
Publicité – Dépenses	3

R

Rapports produits par le ministère ou l'organisme ou commandés	61
Ressources humaines – Absentéisme	59
Ressources humaines – Augmentations de salaire	42
Ressources humaines – Bonis ou prime pour rendement	40
Ressources humaines – Départs à la retraite	16
Ressources humaines – Effectifs, maladies, vacances, heures supplémentaires	15
Ressources humaines – Effectifs des bureaux régionaux par catégories d'emploi	25
Ressources humaines – Occasionnels mis à pied ou non renouvelé	23
Ressources humaines – Personnel affecté à des organismes parapublics	26
Ressources humaines – Personnel déplacé suite à un remaniement ministériel	44
Ressources humaines – Personnel en disponibilité	22
Ressources humaines – Personnel hors structure	21
Ressources humaines – Personnel sans fonction avec salaire	43
Ressources humaines – Postes abolis	24
Ressources humaines – Primes de départ	41

S

Site Internet	29
Stratégie maritime – ETC	51
Stratégie maritime – Budget	52

T

Tarification – Revenus autonomes	37
Téléphonie – Cabinet et Ministère	14

V

Visites ministérielles et sous-ministérielles	31
Visites – Relations internationales	63
Voyages hors Québec	1

QUESTION GÉNÉRALE N° 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - a. les détails de ces ententes;
 - b. les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

Aucun voyage hors Québec n'a été effectué par le personnel du Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV) en 2018-2019.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du CGFV en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18) :
<http://www.cqfv.gouv.qc.ca/cqfv/diffusion-information.htm>

QUESTION GÉNÉRALE N° 2

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019 :

- a) les raisons du déplacement;
 - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - c) les coûts ventilés;
 - d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
 - e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
-

Aucun voyage en avion ou en hélicoptère n'a été effectué par la présidente-directrice générale du Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV) en 2018-2019.

En vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17), l'information relative à cette question est diffusée sur une base trimestrielle sur le site Internet du CGFV : <http://www.cgfv.gouv.qc.ca/cgfv/diffusion-information.htm>.

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
-

Aucunes dépenses en publicité, en articles promotionnels et en commandites n'ont été faites par le Conseil de gestion du Fond vert en 2018-2019 et aucunes dépenses ne sont prévues pour 2019-2020.

- Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.
- En vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24), l'information relative à cette question est diffusée sur une base trimestrielle sur le site Internet du CGFV : <http://www.cgfv.gouv.qc.ca/cgfv/diffusion-information.htm>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
 - e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
 - f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
 - g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
 - h) le but visé par chaque dépense;
 - i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.
-

Aucunes dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements n'ont été effectuées par le Conseil de gestion du Fonds vert en 2018-2019 et aucunes ne sont prévues en 2019-2020.

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Le personnel du Conseil de gestion du Fonds vert n'a pas organisé ni participé à une formation de communication.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du CGFV en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphes 22 et 23**) :

<http://www.cgfv.gouv.qc.ca/cgfv/diffusion-information.htm>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 6

La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant:

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) la nature de la formation;
 - d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
 - e) les personnes qui ont reçu la formation.
-

Aucune formation de communication pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés n'a été organisée par le Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV) pour l'année 2018-2019.

L'information fournie en réponse à cette question est publiée dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du CGFV en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphes 22 et 23**) : <http://www.cgfv.gouv.qc.ca/cgfv/diffusion-information.htm>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2018-2019, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Mode d'octroi du contrat	A) Nom du professionnel ou de la firme	E) Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
Appel d'offres	Parallèle Communication Design Inc.	24 225,00 \$
Gré à gré	Bis Communication	12 250,00 \$
Gré à gré	Parallèle Communication Design Inc.	3 315,00 \$
Gré à gré	Jacques Harvey consultants & associés Inc.	4 375,00 \$
Gré à gré	JUSTEMOT	350,00 \$
Gré à gré	Université Laval - Collège des administrateurs de sociétés	3 500,00 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

Aucun contrat octroyé par le Conseil de gestion du Fonds vert n'a fait l'objet de coûts additionnels et par conséquent d'une autorisation du dirigeant, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

À noter que ce type d'information serait toutefois disponible sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
-

Aucun appel d'offres public n'a été publié par le Conseil de gestion du Fonds vert.

L'information fournie en réponse fournie à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 10

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
-

Cette question ne concerne pas le Conseil de gestion du Fonds vert.

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 :

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

QUESTION GÉNÉRALE N° 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2018-2019, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

Aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques n'a été octroyé par le Conseil de gestion du Fonds vert.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec;
 - II. à l'extérieur du Québec.

a) la photocopie	4 092,70 \$
b) le mobilier de bureau	0 \$
c) l'ameublement	0 \$
d) la décoration et l'embellissement	0 \$
e) le distributeur d'eau de source	0 \$
f) le remboursement des frais de transport	7 464,52 \$
g) le remboursement des frais d'hébergement et de repas	3 428,48 \$
h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : i. au Québec ii. à l'extérieur du Québec	 1 571,52 \$ 0 \$

Données au 28 février 2019

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau de la sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) le coût des frais d'itinérance;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

d) les coûts d'acquisition des appareils

- 0 \$

e) le coût d'utilisation des appareils

- 2 260,96 \$*

f) le coût des contrats téléphoniques

- 0 \$

i) le coût des frais d'itinérance

- 0,16 \$

j) les coûts de résiliation

- 0 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil de gestion du Fonds vert en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25) :

<http://www.cgfv.gouv.qc.ca/cgfv/diffusion-information.htm>

*Le coût d'utilisation des appareils inclut les coûts des frais d'itinérance.

Données au 28 mars 2019

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus et moins de 35 ans.

2018-2019 CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN		PERSONNEL FÉMININ		TOTAL DE L'EFFECTIF				PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLOPHONES	AUTOCHTONES	COMMUNAUTÉS CULTURELLES
	Groupe d'âge		Groupe d'âge		Groupe d'âge		Nbre Total	% effectif total				
	-35	35 +	-35	35 +	-35	35 +						
Cadres	0	0	0	2	0	2	2	25,0%	1			
Professionnels	0	0	2	2	2	2	4	50,0%				
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	1	0	1		2	0	2	25,0%				
Ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0,0%				
Sous-total au CGFV	1	0	3	4	4	4	8	100,0%				
Total CGFV	1		7		8				1	0	0	0
%	12,5%		87,5%		100,0%				12,5%	0,0%	0,0%	0,0%

Données 2018-2019 en date du 28 février 2019

Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel

	NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL
CATÉGORIE D'EMPLOI	2018-2019
Cadres	3,5
Professionnels	60,4
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	3,1
Ouvriers	s.o.
TOTAL	67,0

Données au 28 février 2019

QUESTION GÉNÉRALE N° 15 D

Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi

CATÉGORIE D'EMPLOI	MOINS DE 10 JOURS	10 À 50 JOURS	50 À 100 JOURS	PLUS DE 100 JOURS
Cadres	2	0	0	0
Autres	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Professionnels	2	2	1	0
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	1	0	1	0
Ouvriers	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
TOTAL	5	2	2	0

Données au 28 février 2019

QUESTION GÉNÉRALE N° 15 E

Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)
-le coût moyen par employé, selon la classe de travail

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'HEURES POUR L'ANNÉE 2018-2019
Heures supplémentaires totales	
Professionnels	163,5
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	75,6
Ouvriers	S.O.
Cadres	S.O.
Total	239,1
Heures supplémentaires compensées	
Professionnels	163,5
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	0,0
Ouvriers	S.O.
Cadres	S.O.
Total	163,50
Heures supplémentaires payées	
Professionnels	0,0
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	75,6
Ouvriers	S.O.
Cadres	S.O.
Total	75,60

Données en date du 28 février 2019

Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel

CATÉGORIE D'EMPLOI	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars
Cadres			5,00	8,00	8,00							
Autres	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Professionnels	3,00	8,00	10,00	9,50	37,00	3,00	1,50	25,00	4,50	4,00		
Personnels de bureau, techniciens et assimilés		2,00	1,00	17,00	8,00		0,50	1,00	5,00	2,00		
Ouvriers	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Total	3,00	10,00	16,00	34,50	53,00	3,00	2,00	26,00	9,50	6,00	0,00	0,00

GRAND TOTAL	163,00
-------------	--------

QUESTION GÉNÉRALE N° 15 G

Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi

CATÉGORIE D'EMPLOI	MOINS DE 10 JOURS*	10 À 50 JOURS	50 À 100 JOURS	PLUS DE 100 JOURS
Cadres	1	1		
Autres	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Professionnels	4	1		
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	1	1		
Ouvriers	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
TOTAL	6	3	0	0

Données au 28 février 2019

QUESTION GÉNÉRALE N° 15 H

Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

TERRITOIRE DE TRAVAIL	ANNÉE 2018-2019				
	CADRES	PROFESSIONNELS	PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	OUVRIERS	TOTAL
CENTRAL	2	4	2	s.o.	8
RÉGIONS	0	0	0	s.o.	0
TOTAL — CGFV	2	4	2	s.o.	8

Données en date du 28 février 2019

L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EMPLOYÉS	
	EXPERT (Majoration de 10 %)	ÉMÉRITE (Majoration de 15 %)
Professionnels	1	0
TOTAL	1	0

Données au 28 février 2019

Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EMPLOYÉS
Professionnel	1

Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).

TERRITOIRE DE TRAVAIL	ANNÉE 2018-2019				
	CADRES	PROFESSIONNELS	PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	OUVRIERS	TOTAL
Capitale-nationale	2	4	2	S.O.	8
RÉGIONS	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Nombre de postes vacants	0	5	1	S.O.	6
TOTAL — CGFV	2	9	3	S.O.	14

Données au 28 février 2019

QUESTION GÉNÉRALE N° 15 N

Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 15 O

Le nombre d'employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 15 P

Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 15 Q

Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2018-2019 et les cinq années précédentes.

Aucun poste n'a été aboli en 2018-2019 au Conseil de gestion du Fonds vert

QUESTION GÉNÉRALE N° 15 R

L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Le nombre de postes vacants

TERRITOIRE DE TRAVAIL	ANNÉE 2018-2019				
	CADRES	PROFESSIONNELS	PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	OUVRIERS	TOTAL
Nombre de postes vacants	0	5	1	S.O.	6

Données au 28 février 2019

QUESTION GÉNÉRALE N° 16

Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction :

- a) le nombre de départs à la retraite en 2018-2019 et en 2019-2020, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en 2018-2019 et en 2019-2020, en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés en 2018-2019 pour un ou des contrats.

a) Nombre de départs à la retraite en 2018-2019 et en 2019-2020 en incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor
b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines	Aucun
c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées	Veuillez vous référer à la réponse de la question 16 a) des renseignements généraux
d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats	1 personne

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) propriétaire de l’espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

a) emplacement de la location	675, Boul. René-Lévesque Est 1 ^{er} étage, bureau 1.400 Québec (Québec) G1R 5V7
b) superficie totale louée	549 m ²
f) coût total annuel de la location (voir note 1)	113 090,88 \$
g) coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés	4 152,53 \$ en 2017-2018
h) durée du bail;	12 mois (voir note 1)
i) propriétaire de l’espace loué	Société québécoise des infrastructures

Note 1 : du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019

L’information fournie en réponse à l’emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l’espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du CGFV en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27) : <http://www.cgfv.gouv.qc.ca/cgfv/diffusion-information.htm>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;**
 - b) les coûts;**
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**
-

✖ Voir réponse à la question 17.

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2018-2019, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2018-2019;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) la masse salariale totale par cabinet pour 2018-2019;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
-

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question.

Liste des sommes d'argent versées en 2018-2019, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
-

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question.

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
 - g) les prévisions pour 2019-2020.
-

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question.

QUESTION GÉNÉRALE N° 22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2019-2020
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N°23

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);**
 - b) par catégorie d'âge;**
 - c) prévisions pour 2019-2020,**
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 24

Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2019-2020.

Aucun poste n'a été aboli au Conseil de gestion du Fonds vert.

QUESTION GÉNÉRALE N° 25

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question puisqu'il n'a pas de bureaux régionaux.

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question puisqu'il n'a pas de personnel rémunéré par le ministère.

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

a) Coût :	b) fournisseur :	c) nature du service
600,00 \$	Publication Mass-Média Inc.	Le Courrier parlementaire

QUESTION GÉNÉRALE N° 28

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune somme n'a été déboursée par le Conseil de gestion du Fonds vert.

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
 - g) la fréquence moyenne de mise prêt pour signature;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
-

SITE INFORMATIONNEL DU CONSEIL DE GESTION DU FONDS VERT:

CONSEIL DE GESTION DU FONDS VERT (CGFV)

(www.cgfv.gouv.qc.ca/)

Mise en ligne : 21 décembre 2017

Conception : La Direction des communications (DC) du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC).

Coûts de construction du site : Par souci d'économie, le site a été construit par l'équipe Web de la DC, à même l'infrastructure du site Web du MELCC. Il s'agit donc d'un sous-domaine.

Coût d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Hébergement : Compris dans le prix d'hébergement du site Web du MELCC, soit 646 \$ pour l'année 2018-2019 (CSPQ)

Mises à jour : Équipe Web du MELCC

Coûts de modernisation ou de refonte

Sans objet.

Nominations, pour 2018-2019, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.
-

Voir réponse à la question 7. Aucune nomination de mandataire, émissaire, négociateur, médiateur, commissaire, expert ou enquêteur n'a été effectuée par le Conseil de gestion du Fonds vert.

Pour 2018-2019, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question.

QUESTION GÉNÉRALE N° 32

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019:

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse
-

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **Rapport annuel de gestion 2018-2019** du Conseil de gestion du Fonds vert.

QUESTION GÉNÉRALE N° 33

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2018-2019 :

- a) le détail des mandats;**
 - b) le coût (déplacements, etc.);**
 - c) le nombre de ressources affectées;**
 - d) le nombre de rencontres;**
 - e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;**
 - f) l'objet;**
 - g) les dates.**
-

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question.

QUESTION GÉNÉRALE N° 34

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Aucune entente n'a été signée entre le Conseil de gestion du Fonds vert et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 36

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 37

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019- 2020.

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question puisqu'il n'offre aucun service tarifé aux citoyens.

QUESTION GÉNÉRALE N° 38

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 39

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 et 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question.

QUESTION GÉNÉRALE N° 40

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucun boni ou prime au rendement n'a été accordé par le Conseil de gestion du Fonds vert.

QUESTION GÉNÉRALE N° 41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ n'a été versée par le Conseil de gestion du Fonds vert.

QUESTION GÉNÉRALE N° 42

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 43

Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
-

Il n'y a pas de cadre ou de dirigeant qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction au Conseil de gestion du Fonds vert.

QUESTION GÉNÉRALE N° 44

Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
 - b) fournir la liste des salaires versés.**
-

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 45

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Aucun comité formé par le Conseil de gestion du Fonds vert.

QUESTION GÉNÉRALE N° 46

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 47

Coûts de reconduction des programmes existants : La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organisme.

QUESTION GÉNÉRALE N° 48

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 49

Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 50

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question.

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec (Secrétariat à la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 52

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec (Secrétariat à la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 53

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 54

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 55

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 56

Pour chacune des cinq dernières années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

Aucun avis pour l'année 2018-2019.

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
-

a) la dépense totale (opération et capital);

- opérationnel :
 - 353,00 \$ (achats de licences)
 - 30 500 \$ (services et supports informatiques fournis par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques);
- capital : 0 \$

b) les grands dossiers en cours; aucun pour le Conseil de gestion du Fonds vert

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; la réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques :

voir question générale numéro 11

QUESTION GÉNÉRALE N° 58

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 59

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 60

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au Rapport annuel de gestion 2018-2019 du Conseil de gestion du Fonds vert.

QUESTION GÉNÉRALE N° 61

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2018-2019 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 62

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
 - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
-

Aucun remboursement de cotisation à une association n'a été effectué par le Conseil de gestion du Fonds vert.

QUESTION GÉNÉRALE N° 63

Pour 2018-2019, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes :

- a. l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt CO₂);
 - b. le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO₂);
 - c. le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;
 - d. la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO₂);
 - e. les investissements totaux des projets (en milliers \$);
 - f. les aides financières totales du ministère (en milliers \$);
 - g. le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
 - h. le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.
-

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, et ce, pour tous les ministères et organismes.

CONSEIL DE GESTION DU FONDS VERT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS DE
L'OPPOSITION OFFICIELLE

Avril 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Réponses du Conseil de gestion du Fonds vert

CGFV

Le Conseil de gestion du Fonds vert a répondu aux questions suivantes :

1. Informations concernant les membres du conseil d'administration.
2. Informations sur les formations auxquels ont participé les employés au cours de l'année 2018-2019.
3. Sommes dépensées en 2018-2019 (et prévisions pour 2019-2020) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2018-2019 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
6. Demande d'optimisation faite au ministère par le Conseil du Trésor pour l'année 2019-2020.
8. Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2018-2019 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
14. Informations concernant les communications et les affaires publiques.
28. Indiquer la liste de tous les comités interministériels, comités directeurs, comités de suivi, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance et autres comités ou groupes de travail auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2018-2019.
127. Le nombre d'effectifs (ETC) attribué à la gestion du Fonds vert en 2018-2019, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.
128. La liste de tous les contrats avec des entreprises et/ou des consultants externes en lien avec la gestion ou relatif à des travaux de recherche ou d'analyse concernant le Fonds Vert en 2018-2019.
132. Fournir la ventilation de tous les contrats externes octroyés de gré à gré en 2018-2019 concernant la gouvernance du Fonds vert
133. Informations concernant le cadre de gestion du Fonds vert, la grille d'évaluation des projets et les objectifs poursuivis.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 1

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2018-2019, indiquer :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
- c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

- a) liste des membres du conseil d'administration en 2018-2019, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération
- b) liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;

Nom*	Fonction	Rémunération 2018-2019**	Durée du mandat	Date de début du mandat	Date de fin du mandat
Robillard, Gilles	Président	0 \$	3 ans	12 juillet 2017	11 juillet 2020
Chagnon, Sylvie	Présidente-directrice générale	166 578 \$	5 ans	18 avril 2017	17 avril 2022
Côté, Pierre	Administrateur	0 \$	< 3 ans	22 novembre 2018	11 juillet 2020
Vacant	Administrateur	0 \$	3 ans	S.O.	S.O.
Lacroix, Marc	Administrateur	0 \$	3 ans	12 juillet 2017	11 juillet 2020
Akian, Olivier	Administrateur	0 \$	3 ans	12 juillet 2017	11 juillet 2020
David, Mylany	Administratrice	0 \$	3 ans	12 juillet 2017	11 juillet 2020
Latkovic, Ljiljana	Administratrice	0 \$	3 ans	12 juillet 2017	11 juillet 2020
Savard, Christian	Administrateur	0 \$	3 ans	12 juillet 2017	11 juillet 2020

c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation

Frais de déplacement, d'allocation, de repas et de représentation :

11 095 \$ (montant avant taxes)*

*Nominations et données au 28 février 2019
**Les membres du conseil d'administration ne reçoivent pas de salaire pour leur fonction à titre de membre du conseil d'administration, excepté pour la Présidente-directrice générale.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 2

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2018-2019.

Indiquer :

a) le lieu ;

b) le coût ;

c) la ou les dates de participation;

d) le nombre de participants ;

e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;

f) le nom de la formation ou de l'activité.

Nom de la formation	Nb de participants	Nom du fournisseur	Lieu	Date	Coûts directs*
53 ^e Congrès de l'AQTr - l'innovation, ça nous transporte! **	1	AQTr	Centre des congrès de Québec 1000, boul. René-Levesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	2018-04-09	1 320,00 \$
Les contrats publics **	1	Barreau du Québec	1688, route de l'Aéroport Québec (Québec) G2G 0K1	2018-04-19	25,00 \$
Inscription pour la conférence de la 49 ^e assemblée générale annuelle du Conseil du Patronat du Québec (CPQ)	1	Conseil du patronat du Québec (CPQ)	Le Westin Montréal 270, rue Saint-Antoine Ouest Montréal (Québec) H2Y 0A3	2018-04-27	135,00 \$

Forum Science Environnement - La consommation responsable au Québec	1	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC)	675, boul. René-Lévesque Est, Amphithéâtre Québec (Québec) G1R 5V7	2018-05-02	0,00 \$
Formation générale sur les principes de développement durable	10	Formation à l'interne par un employé du Conseil de gestion du Fonds vert	Conseil de gestion du Fonds vert 675, boul. René-Lévesque Est Aile R.-Lévesque, 1 ^{er} étage, bureau 1.400 Québec (Québec) G1R 5V7	2018-05-03	0,00 \$
Webinaire du Secrétariat du Conseil du trésor portant sur la transmission de la reddition de comptes au 30 juin 2018	2	Secrétariat du Conseil du Trésor	Conseil de gestion du Fonds vert 675, boul. René-Lévesque Est Aile R.-Lévesque, 1 ^{er} étage, bureau 1.400 Québec (Québec) G1R 5V7	2018-05-04	0,00 \$
Pratiquer en entreprise	1	Barreau du Québec	École Nationale d'administration publique (ENAP) 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	2018-05-10	50,00 \$
Webinaire du Secrétariat du Conseil du trésor portant sur le portrait et le questionnaire sur les pratiques en gestion contractuelles pour 2017-2018	2	Secrétariat du Conseil du Trésor	Conseil de gestion du Fonds vert 675, boul. René-Lévesque Est Aile R.-Lévesque, 1 ^{er} étage, bureau 1.400 Québec (Québec) G1R 5V7	2018-05-25	0,00 \$

Inscription au 32 ^e congrès annuel de l'Association québécoise pour la maîtrise de l'énergie (AQME)	1	Congrès annuel de l'Association québécoise pour la maîtrise de l'énergie (AQME)	Le Mont-Blanc 1950, rue Notre-Dame-de-Fatima Laval (Québec) H7G 4X8	2018-05-31	245,00 \$
Cours de préparation à la retraite **	1	Alliance des cadres	1305, chemin Sainte-Foy, bureau 306, Québec (Québec) G1S 4N5	2018-06-05	100,00 \$
Sensibilisation à l'égard de certaines problématiques au travail (Incivilité, conflit, harcèlement psychologique, harcèlement sexuel, harcèlement moral, violence, cyber intimidation, etc.)	8	Direction des ressources humaines - Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC)	Conseil de gestion du Fonds vert 675, boul. René-Lévesque Est Aile R.-Lévesque, 1 ^{er} étage, bureau 1.400 Québec (Québec) G1R 5V7	2018-09-06	0,00 \$
Assemblée générale annuelle de Fondation	1	Fondaction	Hôtel Marriott Château Champlain Salon Cartier 1050, rue de la Gauchetière Ouest, Montréal (Québec) H3B 4C9	2018-09-15	0,00 \$
Séminaire de PDG	1	CIRANO	1130, Sherbrooke O. #1400 Montréal (Québec) H3A 2M8	2018-09-24	0,00 \$
Frais inscription pour évènement du Conseil des relations internationales de Montréal - Déjeuner-causerie de la mairesse de Montréal de Mme Valérie Plante : "Une métropole qui s'impose au cœur des transformations mondiales"	1	Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM)	Bonaventure Montréal 900, rue de la Gauchetière Ouest Montréal (Québec) H3B 4C9	2018-09-25	135,00 \$

Gouvernance collaborative, initiatives, tendances et défis	1	Cercle de la haute fonction publique	Restaurant Le Parlementaire 1045 Rue des Parlementaires Québec (Québec) G1A 1A3	2018-09-27	0,00 \$
Première allocution du BAPE	1	CPEQ	Hôtel Bonaventure 900, rue de la Gauchetière Montréal (Québec) H5A 1E4	2018-09-28	0,00 \$
Frais d'inscription - Tribune du CPQ - Ministre François-Philippe Champagne - Présentation du plan d'infrastructure à long terme (transports collectif, les infrastructures vertes, etc.)	1	Conseil du patronat du Québec (CPQ)	InterContinental 360, rue Saint-Antoine Ouest Montréal (Québec) H2Y 3X4	2018-10-17	40,00 \$
Atelier sur les indicateurs en adaptation	1	Ouranos et le MDDELCC (DGECCERE)	675, boul. René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5V7 Salle 123 AB	2018-10-24	0,00 \$
Frais d'inscription - Alain Mercier DG du RTC propose une révolution de la mobilité à Québec	1	Chambre de commerce et d'industrie du Québec (CCIQ)	Château Frontenac 1, rue des Carrières Québec (Québec) G1R 4P5	2018-11-13	95,00 \$
Frais d'inscription - L'Accord États-Unis-Mexique-Canada et l'importance de la diversification économique - Marc Garneau	1	Conseil du patronat du Québec (CPQ)	Plaza Centre-ville 777, boul. Robert Bourassa Montréal (Québec) H3C 3Z7	2018-11-16	135,00 \$
Gala EnviroLys	1	Conseil des entreprises en technologies environnementales du Québec (CETEQ)	Centre Le Madison 8750, Boulevard Provencher Saint-Léonard (Québec) H1R 3N7	2018-11-19	0,00 \$
Frais d'inscription - Changements climatiques L'Économie verte peut-elle combler le retard?	1	Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM)	Westin Montréal 270, rue St-Antoine Ouest Montréal (Québec) H2Y 0A3	2019-11-20	135,00 \$

Mesures d'urgence du Complexe G	2	Direction des contrats et des ressources matérielle - Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC)	675, boul. René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5V7 Amphithéâtre	2018-11-22	0,00 \$
Tribune du CPQ (Bill Morneau, ministre des Finances)	1	Conseil du patronat du Québec (CPQ)	Hôtel Sheraton 1201, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec)	2018-12-07	0,00 \$
Lancement de l'État de l'énergie au Québec	2	Chaire de gestion du secteur de l'énergie de HEC Montréal et BORALEX	Boralex 900, boul. de Maisonneuve Ouest, Montréal (Québec) H3A 0A8	2018-12-13	0,00 \$
Ms-Excel 2010/2013/2016 - Débutant	1	Versalys	Versalys Québec 850 rue Ernest-Gagnon, édifice 5 bureau 166 Québec (Québec) G1S 4S2	2019-03-07 et 2019-03-08	247,00 \$

*Coûts directs : Coût du formateur, coût de l'inscription, coût de location

** Ces formations ont été payées au cours de l'année financière 2017-2018.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 3

Sommes dépensées en 2018-2019 (et prévisions pour 2019-2020) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Catégories	Sommes dépensées 2018-2019 (CGFV)
Entretien et support des logiciels	0 \$
Matériel (achats logiciels et matériel)	353,00 \$
Services professionnels – Interne	30 500,00 \$
Services professionnels - Externe	0 \$
Services professionnels - CSPQ	0 \$
TOTAL	30 853,00 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 5

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2018-2019. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Il n'y a qu'un seul employé occasionnel au Conseil de gestion du Fonds vert (CFGV) sur un total de 9 employés.

Nombre et pourcentage d'employés devenus permanents en 2018-2019 : S.O.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 6

Demande d'optimisation faite au ministère par le Conseil du Trésor pour l'année 2019-2020.

Veillez vous référer à la réponse de la question 38 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 8

Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2018-2019 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Aucuns avis, juridiques et autres n'ont été commandés en 2018-2019 par le Conseil de gestion du Fonds vert.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 14

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes.**
 - d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
 - e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
-

a) Le CGFV compte, au 31 mars 2018, 1 seul employé affecté aux communications et/ou aux affaires publiques.

b) Aucun montant en communication n'a été dépensé par le Conseil de gestion du Fonds vert.

c) S.O.

d) Le Conseil de gestion du Fonds vert a un abonnement au Le Courrier parlementaire. Voir référence à la question générale numéro 27.

e) Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette sous-question.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 28

Fournir la ventilation de tous les contrats externes octroyés de gré à gré en 2018-2019 concernant la gouvernance du Fonds vert. Préciser :

- a) la date de conclusion du contrat;
 - b) la date de fin du contrat;
 - c) la description du contrat;
 - d) le nom du contractant;
 - e) le montant du contrat initial;
 - f) tout montant additionnel versé;
 - g) la date de versement du montant additionnel.
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 7 des renseignements généraux.

Le nombre d'effectifs (ETC) attitré à la gestion du Fonds vert en 2018-2019, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.

Les coûts relatifs à la gestion du Fonds vert pour le Conseil de gestion du Fonds vert sont les suivants :

Répartition des effectifs dédiés pour 2018-2019 :

Effectifs affectés à la gestion du Fonds vert au CFGV*	Nombre d'ETC	Masse salariale en M\$**
Employés permanents	7	0,670
Employé occasionnel	1	0,019
Total	8	0,689

* Les effectifs affectés à la gestion du Fonds vert au CGFV excluent la présidente-directrice générale ainsi que les étudiants et les stagiaires.

** Données au 14 mars 2019

QUESTION PARTICULIÈRE N° 128

La liste de tous les contrats avec des entreprises et/ou des consultants externes en lien avec la gestion ou relatif à des travaux de recherche ou d'analyse concernant le Fonds Vert en 2018-2019. Fournir :

- a) le nom de l'entreprise ou du consultant;
- b) le montant du contrat;
- c) la date de signature du contrat;
- d) la durée du contrat;
- e) le détail du travail fourni et/ou du livrable déposé.

a) Nom de l'entreprise ou du consultant	b) Montant du contrat	c) date de signature du contrat	d) date de fin du contrat (Durée)	e) détail du travail fourni et/ou du livrable déposé
JACQUES HARVEY CONSULTANTS & ASSOCIÉS INC.	4 375,00 \$	2018-11-07	2018-11-19	Accompagner le CGFV pour l'élaboration des recommandations du rapport à la ministre.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 132

Fournir la ventilation de tous les contrats externes octroyés de gré à gré en 2018-2019 concernant la gouvernance du Fonds vert. Préciser :

- a) la date de conclusion du contrat;
 - b) la date de fin du contrat;
 - c) la description du contrat;
 - d) le nom du contractant;
 - e) le montant du contrat initial;
 - f) tout montant additionnel versé;
 - g) la date de versement du montant additionnel.
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 7 des renseignements généraux.

Concernant le Conseil de gestion du Fonds vert, fournir :

- a) Tous les cadres de gestion relatifs au Fonds Vert;
 - b) Pour 2018-2019, la grille d'évaluation des projets;
 - c) Pour 2019-2020, les objectifs poursuivis.
-

- a) Le Cadre de gestion relatif au Fonds vert est en ligne sur le site Web du Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV) à l'adresse suivante :
<http://www.cgfv.qouv.qc.ca/cgfv/documents/cadre-gestion.pdf>.

Le cadre de gestion s'adresse aux ministères et organismes partenaires du Conseil de gestion du Fonds vert, impliqués dans la gestion d'actions, de programmes ou de mesures financés par le Fonds vert. Il établit les balises pour l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des actions financées par le Fonds vert. Ce cadre s'inspire d'une gestion axée sur les résultats. Il met ainsi en pratique divers aspects liés à la détermination des objectifs, à l'allocation des fonds et à leur suivi, à la reddition de comptes et à l'évaluation.

Le Cadre de gestion du Fonds vert est un outil qui contribue directement à l'amélioration de la gouvernance du Fonds vert, en favorisant :

- une saine gestion du Fonds vert;
- l'uniformisation des pratiques d'affaires d'un partenaire à l'autre.

- b) Les nouvelles demandes de financement des actions par le Fonds vert sont évaluées en fonction du Cadre de gestion du Fonds vert et des obligations découlant des ententes administratives conclues entre le CGFV et ses partenaires dans la mise en œuvre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques. La grille d'analyse utilisée est en annexe du Cadre de gestion du Fonds vert.

CONSEIL DE GESTION DU FONDS VERT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS PAR LE
DEUXIÈME GROUPE DE
L'OPPOSITION OFFICIELLE

Avril 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

*Demande de renseignements particuliers du
deuxième groupe de l'Opposition officielle*

Réponses du Conseil de gestion du Fonds vert

CGFV

Le Conseil de gestion du Fonds vert a répondu aux questions suivantes :

37. Informations relatives aux actions financées dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 37
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes :

- a. l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt C0 2);**
 - b. le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C0 2);**
 - c. le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;**
 - d. la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C0 2);**
 - e. les investissements totaux des projets (en milliers \$);**
 - f. les aides financières totales du ministère (en milliers \$);**
 - g. le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);**
 - h. le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.**
-

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

CONSEIL DE GESTION DU FONDS VERT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS PAR LE
TROISIÈME GROUPE DE
L'OPPOSITION OFFICIELLE

Avril 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

*Demande de renseignements particuliers du
troisième groupe de l'Opposition officielle*

Réponses du Conseil de gestion du Fonds vert

CGFV

Le Conseil de gestion du Fonds vert a répondu aux questions suivantes :

13. Indiquer la liste de tous les comités interministériels, comités directeurs, comités de suivi, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance et autres comités ou groupes de travail auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2018-2019.
17. Fournir la ventilation de tous les contrats externes octroyés de gré à gré en 2018-2019 concernant la gouvernance du Fonds vert.

Liste de tous les comités interministériels, comités directeurs, comités de suivi, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance, et autres comités ou groupes de travail auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2018-2019. Indiquer, pour chacun :

- a. le(s) mandats(s);
- b. la liste des membres (incluant les membres externes, observateurs ou provisoires);
- c. les rencontres tenues en 2018-2019;
- d. les résultats détaillés des rencontres tenues en 2018-2019;
- e. les rencontres prévues en 2019-2020 avec l'objet et l'échéancier.

Comités	Mandats	Liste des membres
Groupe de travail interministériel visant à identifier et à proposer des mesures d'accompagnement de l'industrie pour l'appuyer dans sa transition énergétique.	Proposer des mesures d'accompagnement pour les établissements assujettis au SPEDE dans le but de maximiser leur réduction de GES et maintenir leur compétitivité dans le contexte du SPEDE.	MEI, MELCC, MFQ, TEQ, SPN, MFFP, MERN, CGFV
Table d'aide au développement économique (TADE)	Révision de l'aide financière au développement économique selon les recommandations 56 à 58 du rapport final de la Commission de la révision permanente des programmes. Les objectifs sont : simplifier les procédures, améliorer l'efficacité des programmes et réduire les coûts.	SCT, MESI, MAMOT, MFQ, MTO, MFFP, TEQ, MEES, MAPAQ, MCE, MIDI, MTMDDET, MTESS, CGFV
Comité sur la modulation des allocations gratuites de droits d'émissions de GES	Déterminer les règles d'allocation gratuites de droits d'émissions de GES des grands émetteurs industriels pour la période 2024 à 2030	MFQ, MELCC, MERN, MEI, CGFV, MFFP, SPN, TEQ
Comité de direction – chantier sur le financement de la mobilité	Pérenniser les sources de financement, et ce, pour chacun des acteurs de la mobilité durable et dans le respect des réalités régionales. Ce comité est une initiative de la Politique de mobilité durable – 2030	MTQ, MAMH, MELCC, TEQ, CGFV

QUESTION PARTICULIÈRE N° 17
3^e GROUPE D'OPPOSITION

Fournir la ventilation de tous les contrats externes octroyés de gré à gré en 2018-2019 concernant la gouvernance du Fonds vert. Préciser :

- a. La date de conclusion du contrat;**
- b. La date de fin du contrat;**
- c. La description du contrat;**
- d. Le nom du contractant;**
- e. Le montant du contrat initial;**
- f. Tout montant additionnel versé;**
- g. La date de versement du montant additionnel.**

Veuillez vous référer à la réponse de la question 7 des renseignements généraux.